

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle)

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI 28
JUILLET 1976

Suisse 1 FS • Belgique 15 FB

NI CAROTTE, NI BATON : DES CLAQUES !

A quelques jours des grands départs d'août, Chirac a fait part aux français de ses intentions pour la rentrée. « Le bâton et la carotte » : il n'a pas craint de qualifier ainsi lui-même sa politique d'austérité.

C'est que, malgré les déclarations rassurantes de Fourcade, la situation économique inquiète le pouvoir. Chirac lui-même doit avouer : « Je suis convaincu que le processus de la reprise devrait normalement se poursuivre malgré une certaine inquiétude relative à l'insuffisance des investissements privés ». Mais cette « insuffisance » marque justement la faiblesse de la reprise, c'est-à-dire le peu de confiance que lui font les grands capitaux privés. S'ils n'investissent pas « suffisamment » c'est précisément qu'il leur paraît hasardeux de développer des capacités de production qui risqueraient de rester inemployées. Ce gel des capitaux qui ne s'investissent pas prouve aussi qu'il ne faut pas s'attendre à une baisse significative du chômage, mais au contraire à son maintien.

Pour redonner du dynamisme au Capital, le pouvoir doit alors lui permettre d'espérer des profits suffisants par une pression sur les coûts salariaux. C'est le sens des déclarations de Chirac qui appelle « au bon sens et à la discipline » ou de Barre (Ministre du Commerce Extérieur) qui suggère « une stabilisation temporaire, mais équilibrée (?) du pouvoir d'achat ».

Mais la situation politique actuelle et les échéances électorales limitent les possibilités tant du patronat que du pouvoir de mener une offensive frontale, brutale, contre les travailleurs. Et Chirac est contraint de préciser à l'avance qu'il ne veut pas mener une politique ouverte de blocage des salaires. Certes la réduction des coûts salariaux que le chômage ne suffit pas à assurer doit être obtenue par d'autres moyens, et le blocage du pouvoir d'achat reste l'objectif du patronat et du pouvoir. Mais l'un et l'autre savent que la riposte ouvrière à une attaque trop brutale risque de les conduire « à l'aventure ».

C'est bien ce pouvoir minoritaire qui, selon l'expression de Chirac, « tente de vivre au-dessus de ses moyens ». Les Lips en reconstituant leur trésor de guerre de 1973 au lendemain même de la déclaration de Chirac, ont montré une fois de plus la voie de la riposte ouvrière.

Ils passent en appel aujourd'hui

LIBEREZ ROUX ET COLLOMBS !

page 4

Les Lip mettent à l'abri un stock de montres

UN MOYEN D'AUTODÉFENSE

• Face au droit illégitime des patrons à licencier, les Lips affirment le droit légitime des travailleurs à s'emparer de leur outil de travail et saisir leur production.

13 juin 1973, les ouvriers de Lip s'emparent du stock de montres, un mois avant la liquidation de leur entreprise. C'est ainsi que débute la longue histoire des Lip ; le trésor de guerre ne sera restitué que le 29 Janvier 1974 sur l'assurance que tous les employés seront réembauchés.

26 Juillet 1976, le stock des montres est démenagé notamment pour faire face aux menaces de fermeture. Alors, Lip, ça recommence ?

C'est vrai que par cette action les Lip ont retrouvé leur capacité d'initiative, après une période de léger flottement, où la recherche d'une solution industrielle avait polarisé l'attention : Lip était viable, il s'agissait de convaincre, de le faire savoir. Au bout de trois mois, les Lip n'ont rien gagné sur ce terrain : c'est celui où les patrons sont le plus durs.

Mais l'opération d'aujourd'hui n'en est pas pour autant une réédition.

D'abord les Lip ont signalé que le stock n'était pas destiné à la vente. C'est un moyen de pression pour obtenir des négociations sur le

maintien de l'emploi. Pas question, pour l'instant de reprendre le fameux « c'est possible, on fabrique, on vend, on se paie ». C'est qu'entretemps, les fermetures d'usines, le chômage ont pris une extension considérable, c'est que le problème des Lip, c'est aussi le problème de Griffet, de l'IMRO, du Parisien Libéré, d'Ideal Standard et bien d'autres. La lutte pour le maintien de l'emploi nécessite une lutte plus globale qui peut s'articuler autour de l'exigence de la nationalisation sous contrôle ouvrier.

De plus, on peut s'attendre à une réaction sans nuances du gouvernement. Le temps n'est plus où Messmer déclarant « Lip, c'est fini ! » était contredit, trois mois plus tard, par d'autres fractions de la bourgeoisie. Chirac annonce le serrage de ceinture et Durafour fait la police parmi les syndicalistes : toute forme de lutte qui rompt avec les méthodes habituelles, tout passage dans l'illégalité est immédiatement sanctionné par des licenciements de délégués. Les Lip auront à jouer serré, ils auront besoin plus que jamais de la solidarité de tout le mouvement ouvrier à leur côté

lire page 5

Les suites des pots de vin Loockeed



TANAKA

ex-premier ministre japonais et chef du parti conservateur

TOUCHÉ EN PLEIN VOL

lire page 3

LA GRANDE COLÈRE DES OUVRIERS POLONAIS

Avec le temps des informations de plus en plus nombreuses nous parviennent de Pologne et l'ampleur du mouvement de contestation commence à apparaître. Contrairement à ce qu'on voudrait faire croire les bureaucrates, ce ne sont pas quelques mouvements isolés, quelques « hooligans en état d'ébriété » qui ont contesté et remis en cause la politique gouvernementale. Il s'agit en fait d'un mouvement beaucoup plus profond, qui trouve ses racines dans la nature même du système bureaucratique.

C'est une véritable vague de grèves et de manifestations qui a secoué tout le pays dans la journée du 25 juin. C'est cela qui peut expliquer la reculade en catastrophe du gouvernement, à peine 24 heures après avoir annoncé officiellement les augmentations.

Dans des dizaines et des dizaines d'entreprises, des milliers d'ouvriers se sont mis en grève, dans des centaines d'usines le travail a été « suspendu » par les travailleurs afin de discuter collectivement des mesures gouvernementales. suite page 2

Un nuage toxique près de Milan

L'OVERDOSE D'ICMESA

A quelques kilomètres de Milan, dans le Nord industriel de l'Italie, l'usine Icmesa produit des désherbants, des défoliants... des cosmétiques et des parfums.

Cette usine, qui emploie 200 ouvriers, dépend de la société suisse bien connue, Roche.

On comprend, alors, les précautions prises par les Suisses. Le TCCD est un poison si toxique que deux grammes de ce produit dans les canalisations de New-York suffiraient à supprimer une population de 14 millions d'habitants. Mis en contact avec la peau, il provoque des brûlures profondes ; la consommation d'aliments contaminés à faible dose provoque immédiatement des lésions aux reins et au foie.

Dans un rayon de dix kilomètres.

C'est précisément ce qui s'est produit près de Milan puisque trente personnes ont été hospitalisées, des enfants en majorité. Ce sont maintenant 180 habitants de Seveso qui

Certains gaz utilisés ici ne le sont pas en Suisse... on se demande pourquoi Quand, tout à coup, une cuve de deux mille litres de l'un de ces gaz, du chlorophénoïl, a explosé, libérant le gaz sous pression, contenant également plus de deux kilos de TCCD...

ont été évacués sur Milan, obligés d'abandonner leurs objets familiers à cause des risques d'intoxication. Une femme atteinte d'asthme est morte à Cortina d'Ampezzo et

une autopsie a été ordonnée. En tous cas, depuis trois jours, des dizaines de lapins, des canards, des oiseaux, des chiens et des chats, et même une vache sont retrouvés

morts intoxiqués dans un rayon de dix kilomètres autour du village.

17 jours de black-out

Il faut bien dire que ce gaz a été utilisé par les USA lors de la guerre du Vietnam, et que voilà maintenant 17 jours qu'il plane, stabilisé en nuage au-dessus du village. Car il a fallu attendre que les animaux meurent et que des humains soient atteints pour que le silence soit levé ; le gouvernement vient seulement d'interdire la vente des produits alimentaires venant de la zone touchée : c'est donc pendant 15 jours que du lait contaminé a été normalement ramassé et vendu. Il a fallu aussi longtemps pour que la composition du gaz soit connue. Et maintenant les trois mesures prises sont : l'arrestation de deux responsables d'usine, l'arrivée de médecins sur place (comme ça, si des gens meurent, on le saura) et l'installation de grillages autour de la zone atteinte. Des grillages contre des nuages... on n'arrête pas le progrès !



P.V.

« Qu'est-ce-qu'on en a à foutre de Soljenitsyne et de Sakharov.. Nous, on a la classe ouvrière ».

Un manifestant de Radom-Pologne

Jamais la Pologne n'avait connu un mouvement d'une telle ampleur. Et à travers ces luttes sont réapparues les vieilles traditions du mouvement ouvrier. En marquant clairement leur attachement au socialisme, en manifestant avec des drapeaux rouges au chant de l'Internationale, en appelant comme à Plock, les soldats à la solidarité, les travailleurs ont montré à la bureaucratie qu'elle ne pourra pas indéfiniment briser les luttes, et que des

dizaines d'années d'oppression ne les empêcheront pas de relever la tête.

Malgré la répression qui s'est abattue sur eux, les travailleurs polonais ont remporté une victoire. Bien plus qu'un recul de la bureaucratie sur l'augmentation des prix, cette victoire tient au fait que des dizaines de milliers de travailleurs à travers tout le pays ont remis directement le gouvernement et la bureaucra-

tie. En réprimant violemment celle-ci n'a fait que montrer sa crainte du mouvement ouvrier. En frappant vite et fort, elle a voulu que cela serve d'exemple et ce bien au delà de la Pologne, à tous les travailleurs des autres pays de l'Est où des augmentations de prix analogues sont programmées.

A Poznan, Wroclaw, Gdansk, Todz, dans les mines de Silésie, à Plock... partout en Pologne les travailleurs ont commencé à discuter les mesures gouvernementales dès l'annonce des augmentations des prix. Certes, tout le monde s'y attendait, mais des mesures d'une telle ampleur, non, c'en était trop !

Mais c'est à Ursus que le mouvement va aller plus loin. A la relève de l'équipe de nuit, celle du matin va reconduire la grève. Des discussions s'engagent sur les modalités d'action. Décision est prise d'occuper la voie ferrée pour populariser la lutte. Des tracteurs sont placés en travers de la voie. Le trafic ferroviaire est paralysé. La milice présente se contente de circonscrire la manifestation. Sous la pression de la milice, les travailleurs refluent en fin de matinée vers l'entreprise mais continuent d'occuper la voie ferrée. La milice, qui semble avoir reçu des ordres précis, laisse faire mais prend systématiquement des photos. Un hélicoptère prend le relai et tournera toute la journée au-dessus de la manifestation prenant les photos qui serviront à identifier ceux qui plus tard seront entraînés devant les tribunaux.

travailleurs au cours d'assemblées générales. Il semble pourtant qu'une usine de produits laitiers a débrayé dès la veille au soir, immédiatement après l'annonce des hausses. Dès 9 heures, les travailleurs de l'usine d'armement Walter décident de partir en manifestation vers le centre de la ville. Dans les usines de chaussures et les tanneries, les travailleurs décident la grève mais ne semblent pas encore décidés à manifester. A la manufacture des tabacs, les travailleurs mettent au point un cahier de revendications. La papeterie est aussi en grève.

Ce furent d'abord les équipes de nuit qui commencèrent à discuter. « On arrête le travail... on discute... que faire ? On attendra la relève de l'équipe du matin ». Les discussions reprennent. La grève est décidée. Vendredi matin dans des dizaines et des dizaines d'entreprises les travailleurs débattent, élaborent des cahiers de revendications, envoient des délégations au directeur de l'entreprise, au comité local du POUP (Parti Ouvrier Unifié Polonais). Toutes les grandes entreprises, tous les grands centres industriels sont en effervescence.

A Tods, dans l'entreprise de transformateurs ELTA, les travailleurs arrêtent la production pour discuter. Ces revendications reviendront pour ainsi dire dans toutes les entreprises. A Elta, ce sont les vieux travailleurs, ceux qui avaient encore en mémoire les luttes d'avant guerre qui ont lancé le mouvement.

Lorsque la manifestation de ceux de Walter passe devant les entreprises certains ouvriers s'y joignent. Le cortège prend de l'ampleur au fur et à mesure qu'il se rapproche du centre. Il draine des passants, des femmes faisant leurs courses avec leurs gosses. Aussitôt arrivés devant le siège du « parti », une délégation désignée par les travailleurs demande à rencontrer le secrétaire. Il leur est répondu qu'il est en voyage. Un de ses adjoints leur promet d'aller à Varsovie - rencontrer Gierek ? - et leur rapporter une réponse dans les deux heures. Les 2 heures révolues, les manifestants, las d'attendre décident de pénétrer dans l'immeuble. Après avoir enfoncé les portes, ils ne trouvent que quelques secrétaires mais aussi et surtout d'énormes quantités de vivres: jambons, cognac et autres denrées introuvables même au marché noir. Les goûts de luxe des bureaucrates ne s'arrêtent pas là. Leurs bureaux recèlent de magnifiques tapis que les travailleurs (certains sont venus sur leurs charriots élévateurs) promèneront dans toute la ville. Parmi les travailleurs, c'est l'écoeurement. La foule s'en prend au local des bureaucrates qui est totalement saccagé puis incendié.

Déviés ou découpés au chalumeau.

De nombreux trains sont bloqués. Le PKP (SNCF polonaise) met sur pied un itinéraire de déviation, ce qui n'empêchera pas le rapide Paris-Moscou d'être bloqué. Les voyageurs arrivés à Varsovie jouent un important rôle d'information. Vers 15 heures les travailleurs décident d'occuper la voie plus massivement: les rails sont déviés ou découpés au chalumeau. Le wagon-restaurant de l'express Varsovie Wroclaw est vidé, ses stocks distribués aux travailleurs de l'entreprise et aux passagers du train. C'est au tour de la route d'être bloquée. Des camions de vivres sont arrêtés et leur contenu distribué.

La milice qui a reçu entretemps des renforts, commence à matraquer. Des voitures de police sont renversées. Pour se protéger les travailleurs commencent à construire des barricades, en particulier autour de l'artère centrale, la rue Zeromski, dont plusieurs bâtiments sont en reconstruction. Tout ce qui tombe sous la main des manifestants sert à la construction des barricades. Le pouvoir ne reste pas inactif. Des renforts de la milice continuent d'être acheminés vers la ville qui sera bientôt complètement encerclée par les blindés.

Au cours de l'occupation de la voie ferrée, une motrice déraile. Cet accident servira en partie de prétexte à l'acte d'accusation au cours du procès. Les familles des travailleurs et les membres des équipes de nuit rejoignent le mouvement.

Une explosion de joie.

A 20 heures, Jaroszewicz prend la parole à la télévision pour annoncer l'annulation de la hausse. Aussitôt la nouvelle connue, c'est une explosion de joie parmi les travailleurs. Ils ont fait céder le pouvoir. Certains rentrent à la maison, d'autres décident de fêter l'événement sur place en allumant des feux de joie autour de l'entreprise et sur la voie ferrée occupée depuis le matin. C'est à ce moment que la milice décide d'intervenir: charges brutales, matraquage systématique, grenades lacrymogènes et fumigènes. Une grenade (incendiaire ?) tombera dans un wagon bloqué qui brûlera. Les arrestations massives commencent.

Ce n'est que vers 23 heures que le « calme » reviendra en ville. Le centre est jonché de gravats, les vitrines sont défoncées. Certains magasins incendiés (en particulier lors des charges de police) seront remis en état dans des délais records; dans les jours qui suivent, des dizaines d'ouvriers s'activaient dans le local du parti. Il s'agissait de faire oublier cette journée aux travailleurs. Pour cela la bureaucratie était prête à en faire disparaître toutes les traces.

A Radom, les travailleurs de l'entreprise d'armement Walter vont être à la pointe de la lutte. Dès le début de la matinée, dans différentes entreprises de la ville, des discussions s'engagent parmi les-

Demain: un témoignage exclusif sur la manifestation de Radom.

Ceux d'URSUS

A Varsovie, les travailleurs d'Ursus (usine de tracteurs qui constitue l'un des pôles de combativité pour toute la ville) débrayent dans la nuit de jeudi à vendredi. Le vendredi matin le travail s'arrête dans les plus grosses entreprises de la ville. A Fso Zeran (usine qui fabrique les Polski Fiat) c'est la grève. Aux usines de coutellerie Karol Swiercewski (5 000 ouvriers) même chose. A Tewa (usine de transistors) les ouvriers stoppent la production. On relève un nombre impressionnant d'arrêts de la production dans toutes les usines, souvent à partir de discussions d'ateliers.



Des ouvriers du chantier naval « La commune de Paris » à Golnya (Viva)

Les revendications des travailleurs de l'entreprise ELTA à Lodz

Nous ne sommes pas en mesure de reproduire fidèlement le cahier de revendication des travailleurs de cette entreprise. Nous ne pouvons qu'en rapporter le contenu, tel qu'il nous a été retransmis.

Face aux décisions gouvernementales, les travailleurs d'ELTA exigent :

1. Que le gouvernement revienne sur ses décisions en ce qui concerne l'augmentation des prix. Les augmentations ne devraient toucher que certains produits, qu'elles soient moins importantes et plus étalées dans le temps. (N.D.L.R. : l'annulation pure et simple de l'augmentation des prix ne sera mise en avant dans les revendications que dans une minorité d'entreprises.)

2. Que le mode de calcul de l'indemnité de compensation, prévue par le gouvernement (cf. tableau) soit entièrement révisé. Cette indemnité ne devrait pas être calculée proportionnellement au salaire, mais devrait être égale pour tous. (N.D.L.R. : Même indemnité pour tous. Ce sera la principale revendication avancée par les travailleurs. Dans certaines entreprises, ils demandèrent même que soit pris en considération pour le calcul de la compensation, non pas le salaire, mais les charges familiales, le nombre d'enfants, l'ensemble des revenus de la famille.)

3. Que le gouvernement réagisse autrement à l'égard des travailleurs.

JAPON

Les suites des pots de vin Loockeed

TANAKA EN CHUTE LIBRE

Takuei Tanaka, ancien premier ministre japonais a été arrêté mardi à Tokio sous l'inculpation d'avoir reçu des pots de vin de la société « Lockheed ». Une perquisition a été effectuée à sa résidence et à ses bureaux.

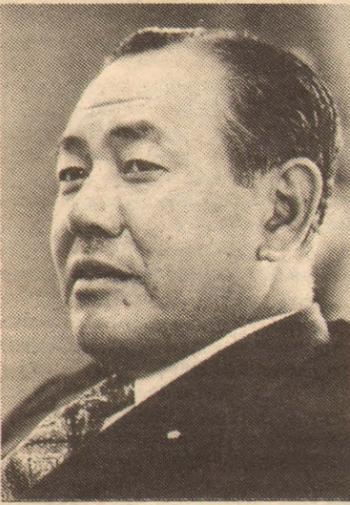
Depuis longtemps, la presse et l'opposition avait désigné Tanaka comme principal bénéficiaire des prébendes de « Lockheed ». Premier ministre de 1972 à 1974 à l'époque où les opérations auraient été effectuées, Tanaka est soupçonné d'avoir reçu 500 millions de yens (7,5 millions de francs) par l'intermédiaire de la société Marukeni. C'est la première fois qu'un homme politique, et non des moindres, est inquiété pour l'affaire « Lockheed ». Jusqu'à ce jour 13 hommes d'affaires appartenant notamment à la

société d'import-export Marukeni, la 3ème du Japon, et à la compagnie aérienne « All Nippon Airways » avaient été arrêtés.

Mais Tanaka ne serait pas le seul homme politique mis en cause dans le scandale. Une dizaine de parlementaires tous membres du PLD (Parti Libéral Démocrate) dont deux anciens ministres seraient eux aussi inculpés.

La crise politique qui secoue le parti au pouvoir depuis 30 ans, explique en parti l'inculpation de Tanaka, dirigeant de la fraction la plus importante du PLD. Son inculpation non seulement satisfait l'opinion publique mais renforce aussi au sein du PLD les positions de l'actuel premier ministre Tako Miki, surnommé « l'incorruptible » (ce qui en dit long sur la classe politique japonaise). Miki, adversaire de Tanaka au sein du PLD, s'était personnellement engagé à faire la lumière sur l'affaire « Lockheed » lorsqu'il lui avait succédé en 1974. Une nécessité d'autant plus urgente pour le parti de la grande bourgeoisie discrédité aux yeux des travailleurs, qu'à l'automne doivent se dérouler les élections à la chambre où devrait être enregistrée une forte poussée des partis ouvriers.

Frédéric CARLIER



PORTUGAL

GARDE A VOUS DEVANT L'OTAN

● Des conseillers de la Bundeswehr allemande à Lisbonne

On ne perd pas de temps au Portugal après l'élection du sinistre Eanes à la Présidence de la République et l'arrivée de Mario Soares, secrétaire général du Parti socialiste, au poste de Premier ministre. Il faut dire que la situation économique et politique est telle qu'il importe à la bourgeoisie portugaise de mettre le maximum d'ordre avant la rentrée sociale d'automne laquelle promet d'être chaude.

Dans cette perspective, la réorganisation de l'armée reste une tâche essentielle. Un très bref communiqué du dernier Conseil de la Révolution le confirme. Selon celui-ci, une offensive allait être lancée pour débarrasser l'armée des « organisations clandestines à caractère politique » qui s'y livrent « à des activités illégales ». Manière sybilline d'avouer que malgré les mesures de la hiérarchie pour débarrasser l'armée portugaise du « virus politique », les soldats, marins et aviateurs, comme ils l'ont manifesté par le passé, à travers les SUV (« Soldats unis vaincront ») ou les comités de soldats, n'entendent pas demeurer inactifs.

Par contre ce dont le Conseil de la Révolution omet de parler, c'est de la présence au Portugal de conseillers militaires ouest-allemands. Ces six officiers de la « Bundeswehr » ont, paraît-il pour tâche, en liaison avec le 2^e bureau de l'Etat-major de l'armée, de travailler à la mise sur pied d'une brigade mixte (blindés, artillerie, infanterie portée) pour l'OTAN.

Une décision qui n'est pas sans rapport avec le récent et discret voyage du vice-amiral Souto Crouz, chef d'état-major de la marine, aux Etats-Unis. Un voyage qui aurait porté sur les problèmes de la restructuration de l'armée portugaise dans la perspective de « son adaptation aux tâches atlantiques ». Quoi qu'il en soit, ces visées d'ores et déjà s'accompagnent d'épuration politique notamment au sein de l'armée de terre. De nombreux soldats auraient été punis de prison

régimentaire pour motifs politiques. La presse de gauche dénonce également la mise à l'écart d'officiers de marine connus pour leurs opinions de gauche. La semaine dernière, on apprenait la mise sur la touche du contre amiral Leonel Cardoso vice-chef d'état-major de la marine. Une décision qui n'est pas sans lien avec le projet d'éviction de certains officiers du Conseil de la Révolution comme ceux du groupe Melo Antunes.

F. Tenaille



Eanes passe en revue les commandos d'Armadora

SOARES-MOON, MEME COMBAT

Le Rossio à Lisbonne, c'est tout à la fois le symbole de la « révolution des œillets », le rendez vous des touristes, des jeunes marginaux de Lisbonne, des rapatriés des anciennes colonies, un forum de discussions politiques autour des vendeurs de journaux. La statue de Don Pedro IV en témoigne. Affichages, bombages, inscriptions en faisait une espèce de pierre témoin. Un qui en tout cas ne la regardait pas d'un bon œil était le premier ministre, Soares, qui lors de l'investiture de son gouvernement, a promis de mettre en pratique « un programme de propreté », ceci pour défendre la jeunesse comme il se doit. Des ouvriers

ont donc commencé une lessive Don Pedro. Mais il restera fort à faire à Soares pour enlever toutes les affiches qui recouvrent les murs de Lisbonne. Qu'il ne désespère pas cependant. Pendant que les propres militants de son parti en colleront, il pourra compter sur la collaboration de Sun Myung Moon et de son mouvement fascisant « pour la paix et l'unification » qui a ouvert 3 centres au Portugal. Ses adeptes se promènent d'ailleurs avec des combinaisons sur lesquelles on peut lire « Pour un Portugal nouveau et propre » et ont commencé à nettoyer des murs. Dans la normalisation, on a les alliés qu'on peut.

F.T.

LIBAN

NEGOCIATIONS PAR MORTS INTERPOSES

C'est dans quelques heures que le commandement central palestinien progressiste annoncera sa position définitive en ce qui concerne le projet d'accord syro-palestinien mis au point à Damas au terme de six jours de négociations. Arafat, président exécutif de l'OLP et Jumblatt, chef de la gauche libanaise prendront une décision finale à la lumière des éclaircissements qui leur seront fournis par Abou Loft, chef de la délégation palestinienne en Syrie.

Selon le projet d'accord l'application d'un cessez-le feu sur l'ensemble du territoire serait supervisée par un comité supérieur libano-syro-palestinien sous la présidence d'un représentant de la Ligue arabe. Le Liban serait représenté au sein de ce comité par 2 représentants, l'un désigné par le camp conservateur, l'autre par les progressistes. Quant aux relations libano-palestiniennes elles devraient être définies conformément aux accords du Caire (1969) et de Malkart (1973) ainsi qu'aux dispositions relatives aux palestiniens figurant dans « le document constitutionnel » (du 14 février 1976, proclamé par Frangié).

Un accord qui entérine de fait la présence des troupes syriennes sur le territoire libanais et qui a été dénoncé en soirée par le « Front du refus ». Autre condition posée par celui-ci « la rupture des liens existant entre les isolationnistes (la droite libanaise) et Damas et la libération de centaines de militants palestiniens et libanais détenus en Syrie ». « Nous ne nous conformerons pas à un éventuel accord conclu par la délégation palesti-

nienne en Syrie » ajoute son communiqué qui invite par ailleurs l'OLP à prendre en charge la situation économique, politique et militaire dans les zones sous son contrôle ». Le « Front du refus » qui comprend notamment le FPLP du docteur Habache et le FPLP - Commandement général d'Ahmad Jabril insiste en outre sur « la mise en échec de toutes les tentatives visant à briser les liens entre la résistance palestinienne et le mouvement progressiste libanais ».

Pendant ce temps à Tall el Zaatar où sont toujours encerclés plus de 10 000 personnes la situation est dramatique. Les 500 emmurés sont morts faute de cessez le feu. En effet les forces du Parti national libéral (extrême-droite) de Chamoun n'ont pas hésité à empêcher la croix rouge d'atteindre le camp, et à tirer sur les « casques verts » soudanais.

Elles ont même fermé la canalisation d'eau alimentant le camp assiégé depuis le 22 juin. Une manière d'appuyer les négociations de Damas dans le sens d'une mise au pas totale de la résistance

palestinienne, pendant que les Phalanges de Gémayel jouent le dialogue, tout en recevant en sous main des armes de la France.

F.T.

● Le groupe de libération arménienne a condamné dans un communiqué publié dimanche soir à Paris l'intervention cette semaine d'une organisation de la communauté arménienne, le parti arménien de droite, Tachnag, au Liban aux côtés des forces de droite libanaises. « En tant qu'arméniens, nous nous sentons d'autant plus concernés par les massacres dont les palestiniens sont aujourd'hui les victimes, en tant que révolutionnaires, nous ressentons chaque coup porté à la cause arménienne ». Aussi conclut le communiqué, « nous ne tolérons pas qu'un parti arménien apporte son soutien aux forces isolationnistes ».

ACHETEZ
ROUGE
TOUS
LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE

aux quatre coins du monde

VENEZUELA

● Jorge Rodriguez, dirigeant socialiste est mort lundi sous la torture dans les locaux de la police politique a reconnu Octavio Lepage ministre de l'intérieur. Selon certaines informations 4 fonctionnaires de la DISIP; qui ont été arrêtés, seraient allés le chercher « sans autorisation » dans sa cellule. Rodriguez avait été arrêté dans le cadre de l'enquête sur l'enlèvement le 27 février d'un industriel américain William Niehou.

ETATS UNIS

● Alors qu'un sondage publié par le Washington Post, révèle une marge de supériorité de Carter par rapport à ses deux rivaux républicains possibles bien plus considérables (66% pour Carter contre 27% pour Ford et 68% contre 28% pour Reagan) Ronald Reagan a rendu public le nom de celui qui serait son co-listier s'il devait obtenir l'investiture de son parti. Il s'agit du sénateur de Pennsylvanie, Richard Schweiker, ancien membre

de la commission Church sur les activités de la CIA. Un choix qui n'a pas manqué de surprendre les milieux politiques américains car le sénateur avait déclaré au début du mois dernier qu'il voterait au premier tour pour le Président Ford à la convention républicaine de Kansas City, le 15 août prochain.

BELGIQUE

Plus de frites dans l'indice des prix

● L'indice mensuel des prix détermine les variations des salaires belges : chaque fois que l'indice monte de quelques points, les salaires sont automatiquement adaptés à la hausse du coût de la vie.

Pour le seul mois de juillet, cet indice devrait faire un bond de 2,69 points ; pour éviter une brusque hausse de salaire, le ministre des Affaires économiques a décidé d'écarter jusqu'en octobre, du calcul de l'index le prix des légumes, des pommes de terre et des fruits. A la suite de ce tripatouillage, l'indice n'enregistrera qu'une hausse de 0,92 point.

LIP

UN STOCK DE MONTRES

-d'une valeur de 20 millions-

MIS A L'ABRI

Lundi, après-midi, des travailleurs de Lip ont commencé à évacuer le stock de montres estimé à 20 millions de francs, vers une destination connue d'eux seuls ; le transfert des 4 tonnes de montres s'est poursuivie une bonne partie de la nuit ; l'ancien secrétaire général Garcin et le chef du service entretien, qui se trouvaient sur place, ont été retenus à l'usine jusqu'à la fin de l'opération, pendant que le téléphone était coupé.

L'accord de l'assemblée générale

Mardi matin, l'assemblée générale des travailleurs a manifesté son accord total avec cette initiative décidée et réalisée par la CFDT. La section CGT a déclaré : « Nous sommes devant un fait accompli, mais compte tenu de la situation de l'entreprise, nous ne pouvons bien évidemment qu'être solidaires ». La CGC, quant à elle, n'a pas voulu prendre position.

Au cours d'une conférence de presse, Charles Piaget et Roland Vitot, délégués CFDT, ont indiqué que la motivation première de l'opération était de préserver la marque :

Préserver la marque

« Si elle était vendue aux Suisses ou à d'autres, alors nous pourrions éventuellement inonder le marché avec ces montres, ce qui générerait considérablement l'acheteur éventuel ». Ils ont par ailleurs, évoqué la tactique de pourrissement menée depuis quatre mois par les pouvoirs publics, indiquant que les travailleurs allaient être conduits à pratiquer une stratégie plus offensive afin d'obtenir l'ouverture de négociations sérieuses : « Il n'est pas question de restituer le stock, avant que des négociations sérieuses soient ouvertes ; il n'est pas question non plus de vendre ces montres, tout au moins tant que la marque n'est pas mise en vente. Il n'est également pas question, dans l'immédiat, de reprendre la fabrication des montres ».



La fédération de la métallurgie CFDT : « La décision de Lip de préserver leur « trésor de guerre » est bien adaptée à la lutte ».

Jacques Chérèque, secrétaire de la FGM-CFDT, a précisé au cours d'une conférence de presse que la décision des Lip avait, entre autres, pour but de « créer un certain choc pour qu'on rediscute publiquement du dossier Lip, qui dormait au fond des tiroirs ». Le dirigeant CFDT a ajouté que la fédération de la métallurgie CFDT avait été informé que la décision des Lip « quand l'opération était terminée ; c'était à eux seuls de prendre cette décision ».

Au jour d'hui, une délégation de la Fédération se rend à Besançon pour « analyser avec les Lip, les nouvelles phases de la lutte ».

IDEAL-STANDARD (Dammarie)

« On a décidé tous ensemble »

● Un protocole d'accord accepté par les grévistes

Hier, dans l'usine occupée par les grévistes, s'est tenue une importante réunion entre une délégation syndicale CGT élargie, l'administrateur judiciaire et le médiateur nommé par le tribunal des référés. Un protocole d'accord a été accepté par les occupants. Il sera ratifié par l'administrateur après accord du tribunal de commerce. Il prévoit la signature d'un protocole avec le fonds national de l'emploi. Des cours de formation professionnelle auront lieu dans l'entreprise. Cent vingt travailleurs pourront en bénéficier. En échange, les occupants ont dû accepter de livrer 25% des stocks de matériel qui constituaient leur « trésor de guerre ». La procédure devant le tribunal est abandonnée par l'administrateur judiciaire.

Tout a commencé lors de la liquidation du groupe, le 3 octobre 1975. Les usines d'Idéal-standard sont fermées mais à Aulnay-sous-bois et à Dammarie-les-lys les travailleurs refusent d'accepter la « fatalité économique ». Ils occupent les lieux. Les radiateurs qui s'entassaient dans les hangars sont pris en charge. Ils serviront de monnaie d'échange : « garantissez l'emploi et on rend les stocks ».

Au fil des mois, l'occupation va tenir, sans qu'une solution n'apparaisse du côté des pouvoirs publics. Les radiateurs en fonte n'intéressent plus grand monde. Pendant ce temps les syndicats s'impatientent. Ils exigent la restitution de stocks dont la valeur marchande n'est pas négligeable. Une procédure en référé est déclenchée contre les occupants. La

menace d'une intervention policière est brandie.

Soumis à un chantage

A Dammarie comme à Aulnay, les occupants se voient soumis à un chantage : céder « un peu » ou s'exposer à une évacuation alors que la situation favorise peu la mobilisation. Par l'intermédiaire du médiateur, l'administrateur va proposer un protocole d'accord. Il faut lâcher 25% des stocks. Contre la promesse d'une formation professionnelle pour tous ceux qui la désiraient. Après cette formation, aucun emploi n'est garanti.

A Dammarie, la section syndicale CGT, seule présente à cette étape de la lutte, lance la discussion. Un premier point est clair. Les stocks, c'est l'affaire de tous les occupants et eux seuls voteront pour ou contre la proposition de l'administrateur. Pour les animateurs de la section syndicale CGT, il n'est pas question de signer un texte, quel qu'il soit, sans que les travailleurs en aient discuté à fond. Il faut donc organiser une journée d'étude. La décision est trop importante pour l'avenir du mouvement. « On prendra le temps qu'il faudra mais rien ne sera laissé dans l'ombre » déclare un militant CGT.

Quelles garanties ?

Lundi, veille de la rencontre avec l'administrateur, se tient une assemblée générale des occupants. A 10 heures tous sont là, conscients de l'enjeu. La section syndicale a ap-

porté un « contre-texte », distribué aux travailleurs, pour que ces derniers jugent sur pièces. Les propositions des syndicats sont démontées, on indique les points-clés : les stocks et les garanties ultérieures.

En effet, il semble que l'administrateur demande maintenant « 25% des stocks et de l'outillage ». Il souhaite récupérer quelques machines « peu importantes » selon ses dires. Un ouvrier intervient : « accepter de laisser partir des machines c'est cautionner le démantèlement de l'entreprise ». Un large accord se fait. On ne cédera pas sur l'outillage. D'autres problèmes sont ensuite évoqués : qui assurera la formation ? la plainte contre nous sera-t-elle maintenue ?

Chaque divergence est soumise à l'assemblée. En fin d'après-midi, les occupants signent nominalement le texte syndical, mandatant ainsi une délégation qu'ils choisissent. De plus on décide que tous seront présents dans l'usine le mardi. Face à l'administrateur, les délégués pourront ainsi en référer à tout moment aux travailleurs.

Mardi, à 9 heures, la discussion commence. L'exigence de 25% de l'outillage est abandonnée. La plainte en référé aussi. Le protocole est accepté. Une partie des stocks va donc quitter l'usine. Les garanties sur l'emploi restent nulles. C'est un compromis, imposé par les circonstances. L'important, disait un ouvrier, « c'est quel'on a décidé tous ensemble ». Plus que le contenu de l'accord, c'est la façon dont le protocole a été préparé qui est importante. La prise en charge collective, cela ne s'improvise pas.

Sylvain Matthieu

Grama-Nevers

UNE NOUVELLE IMPRIMERIE EVACUEE

L'occupation de l'imprimerie Grama, à Nevers, qui durait depuis un an s'est terminée brutalement lundi dernier par une intervention policière. Un travailleur présent sur les lieux a été expulsé. En deux mois, c'est la troisième imprimerie évacuée. Après Caron-Ozanne, l'IMRO, c'est donc une nouvelle étape franchie par le pouvoir.

Il reste encore une dizaine d'entreprises du Livre et du Labeur à résister. Mais le pouvoir semble commencer un grand « nettoyage » d'été. A nous de riposter.

LES « GRIFFET » RENCONTRENT GENOYER CANDIDAT A LA REPRISE DE L'USINE

Hier après-midi, les « Griffet » rencontraient l'industriel marseillais Genoyer, afin de discuter des conditions d'une éventuelle reprise de l'usine occupée. Lundi soir, les représentants de l'intersyndicale avaient rencontré le maire socialiste de Marseille, Gaston Defferre auquel ils ont exprimé leur crainte de voir intervenir un dénouement qui ne répondrait pas aux vœux des travailleurs, notamment en ce qui concerne la garantie des emplois.

L'ETAT DE SANTE DES TRAVAILLEURS MAROCAINS DE NIMES GREVISTES DE LA FAIM DEVIENT PREOCCUPANT

Les vingt-cinq travailleurs marocains de Nimes font la grève de la faim depuis quinze jours pour obtenir la régularisation de leur situation. La tension artérielle de la plupart d'entre eux est tombée à sept : cette aggravation est due à leur refus d'absorber tout liquide à la suite du refus des services préfectoraux du Gard de recevoir une délégation conduite par François Lancon, secrétaire confédéral de la CGT. AFP

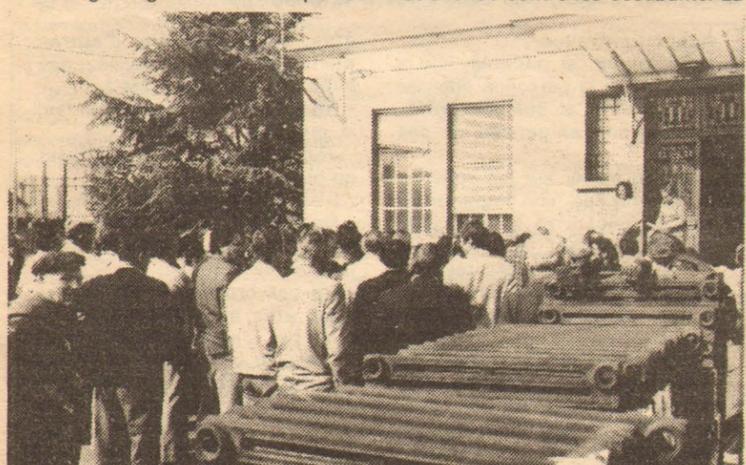
ON NOUS A DIT QUE...

Décidément, la CFDT est à la mode. Depuis le congrès confédéral d'Annecy, au mois de mai dernier, c'est à qui publiera un article sur l'évolution de cette centrale. Un thème revient, lançant : la lutte contre les « coucou ». Aujourd'hui, c'est le tour de Joanie Roy dans le Monde du 27 juillet.

Nous avons déjà pu exprimer notre avis sur les débats qui traversent la CFDT et nous n'y reviendrons pas aujourd'hui. Mais il est une manière d'écrire la vie des syndicats qui ne peut être tolérée : c'est celle du « nous a-t-on dit ». Ainsi : « Les concessions ont fait leur temps, dit-on rue Montholon. » Qui ? A quel titre ? Joanie Roy va jusqu'à écrire : « On cite par exemple, le cas d'un syndicat de cinquante et un membres qui avait réussi à faire participer au congrès plus d'une dizaine de... délégués ». Quel syndicat ? Qui rapporte cet exemple ?

Cette méthode de journalisme, fondée sur des confidences anonymes, des bruits d'arrière-boutique et des indiscretions calculées n'honore pas ceux qui la pratiquent. Le mouvement syndical doit, en tout cas, la bannir.

J.C.



Rassemblement de solidarité dans l'usine occupée lors du passage devant le tribunal des référés, en juin dernier. Au premier plan, les fameux stocks de radiateurs constituant le « trésor de guerre » des grévistes.



— AVIGNON 76 —

Le théâtre de l'Olivier

L'ENVIE DE JOUER LA VIE QUOTIDIENNE

Le théâtre de l'Olivier est né en 1973 (comme beaucoup de troupes du théâtre militant) à Aix-en-Provence. Il était le regroupement de cinq personnes, venant du milieu théâtral (de Théâtre Action, de chez Benedetto, du Bread and Puppet), pour trois d'entre elles, les autres venant, l'un de l'agriculture et l'autre du milieu étudiantin. Théâtre branché

Jean-Claude Scant - J'ai envie de parler d'abord, pour entrer dans le sujet, de la coupure dans la pratique théâtrale, qui a été effective pour un grand nombre de comédiens depuis 68, c'est-à-dire dont la pratique a été totalement transformée. Par exemple, moi, je commençais juste des cours assez traditionnels chez Tania Balachowa ; et je travaillais avec des groupes de la région parisienne pour monter Brecht ou Marivaux avec des critiques très actuelles. Et puis il y a eu 68 qui est arrivé, et la nécessité de faire tout de suite un théâtre sur l'évènement et de le jouer dehors...

C'est ce qui m'amène à la question : quelle a été votre motivation. Y avait-il une motivation politique ? Et si oui, pourquoi le théâtre et pas directement la politique ?

J-C - Motivation politique en tout cas dans les noyaux de départ, à partir d'une réflexion politique qui s'affirmait depuis quelques années. Mais aussi l'envie de faire du théâtre, ce qui était peut-être trouver que le théâtre peut avoir une fonction militante, je ne sais pas...

Culture et politique

Si tu veux, est-ce que le fait de choisir le théâtre, c'est déduire que pour élever la conscience des gens, le théâtre est plus important que la politique, ou est-ce que c'est le complémentaire ?

J-C - Je crois que tu fais-là une petite erreur en posant, par rapport au spectacle que tu as vu, l'antériorité de la fonction militante. Je ne crois pas que c'est ça. Simplement, on a envie que le théâtre s'occupe de la vie quotidienne : qu'il s'occupe de la politique, des agriculteurs du Luberon, des entreprises qui coulent...

Sylvie - Je crois que le problème n'est pas en tant que militants ayant réfléchi au moyen le plus efficace de faire

passer un message, qu'on se serait dit : c'est le théâtre. En fait non, on avait envie de faire du théâtre, mais on est aussi très conscient qu'il y a un certain nombre de réalités qui ne sont jamais évoquées dans le théâtre, et que le théâtre peut s'adresser à un public qui ne va jamais au théâtre. Mais avec un point de vue de gens qui veulent faire du théâtre. C'est une espèce de désir de réappropriation de la culture rendue au plus grand nombre.

Mais ce n'est pas n'importe quelle culture que vous apportez là ?

J-C - Là il faut voir comment on se situe par rapport à la culture dominante. Il y a -j'ai envie de le rappeler- « au théâtre ce soir ». Ça, on sait ce que c'est. Il y a aussi un théâtre culturel, dont on voudrait qu'il soit accessible au plus grand nombre, qui est, au meilleur sens du terme, ce qu'a essayé de faire Vilar, la décentralisation, en montant des Brecht, des Corneille avec une lecture critique, historicisée ; cela a une fonction. Nous, autre génération, dont je crois qu'elle se marque depuis 68 (il faudrait citer dans la région Benedetto, la Carriera...), nous voulons prendre les réalités d'aujourd'hui à bras le corps, être nous-mêmes créateurs de culture ; non pas diffuseurs d'œuvres, ou lecteurs avec un éclairage critique...

Théâtre militant et institution

Maintenant : votre statut. Vous êtes professionnels, subventionnés, etc ?

J-C - D'abord, on est une troupe permanente, avec la volonté de vivre de ce travail-là, qui arriverait à en vivre, à être rémunérée, et surtout à durer, c'est cela le plus important. Ce qui veut dire être professionnels. Donc avoir un certain niveau de qualité, mais aussi atteindre les normes de rémunération des comédiens - mais avec des réserves. Un : on est adhérent de l'AJT (Ac-

tion pour le jeune théâtre) association qui regroupe un certain nombre de troupes, avec l'objectif d'obliger le secrétariat d'Etat à la culture d'augmenter très substantiellement le budget des jeunes compagnies qui travaillent dans les régions, etc. On a même été au départ, avec le théâtre de la Carriera, de la section régionale Languedoc-Roussillon qui regroupe une vingtaine de troupes régionales

sur les problèmes politiques, sociaux et culturels, ses efforts vont dans le sens de trouver une insertion sociale active. Aujourd'hui, il présente à Avignon « Le temps des cerises », « off » festival, à la MJC Croix des Oiseaux, du 15 juillet au 8 août.

Notre correspondant s'est entretenu avec quelques membres de la troupe.

Maintenant, il faut rappeler les trois points qui régissent l'adhésion à l'AJT : 1°) Être un service public, 2°) D'avoir un fonctionnement démocratique à l'intérieur de la troupe, 3°) Respecter les conventions collectives de la FNP (Fédération nationale du Spectacle). Or ce dernier point fait problème, car il y a impossibilité pour les jeunes troupes de respecter ce point, voire que personnellement je ne suis pas d'accord avec les barèmes hiérarchiques : metteurs en scène, musiciens, comédiens... qui régissent la Fédération et le syndicat des acteurs d'ailleurs ; et pas tout à fait d'accord sur leur pratique sociale : un comédien du syndicat des acteurs pourrait défendre au nom de son syndicat une troupe qui monterait un spectacle idéologiquement suspect, mais qui lui fournirait son tarif syndical. Il n'y a donc pas, dans ces organisations, remise en cause du contenu idéologique et de la pratique sociale du comédien. Ce qui est pour nous la réflexion première...

Par rapport à l'institution culturelle, tu peux préciser : être dehors ou dedans est-ce que c'est pour vous une question de principe ?

S - C'est-à-dire qu'on n'a pas un désir de marginalité. On est peut-être marginalisé par la force des choses. Mais si notre volonté est de s'adresser à des couches de la population qui

n'ont pas accès à la culture, ça ne veut pas dire qu'on refuse des locaux, ou d'être en contact avec des institutions culturelles quand il y en a.

J-C - J'irais même plus loin : c'est un combat politique pour moi que d'institutionnaliser - mais pas au mauvais sens du terme - notre pratique théâtrale. Cela veut dire le théâtre à la portée de tous. Parce que notre pratique est double : d'une part faire des spectacles engagés dans la réalité des luttes ; mais surtout aider certaines catégories sociales qui n'ont pas le pouvoir de la parole, à le développer. Cela c'est fondamental. C'est le biais par lequel on peut faire quelque chose dans quoi les gens se reconnaissent, par lequel on se nourrit mutuellement...

Une rencontre et un tremplin

Actuellement, vous êtes au Festival d'Avignon, qu'est-ce qui vous fait y aller, et que pensez-vous de ce Festival ?

J-C - Première réponse. Le Festival c'est la rencontre de beaucoup de troupes, et il y a un très nombreux public ; pas aussi populaire qu'il serait souhaitable certes, mais pas seulement parisien. Donc : il y a beaucoup de monde, on y va. Deuxièmement, Avignon c'est notre circuit de travail. Ensuite - et pour toutes les jeunes troupes c'est pareil - Avignon c'est un tremplin publicitaire ; seulement, ce n'est pas uniquement parce qu'on a envie de se faire connaître, mais tous les critiques nationaux, tous ceux qui font partie de la commission d'aide aux jeunes compagnies ne se déplacent jamais pendant l'année pour venir voir le travail sur le terrain. Par contre au moment du Festival, il sont tous là. Correspondant.



« LE TEMPS DES CERISES »

« LE TEMPS DES CERISES », ce pourrait être l'histoire d'une entreprise régionale spécialisée dans la transformation des produits agricoles, et dont l'activité fait vivre une vallée entière.

Cette entreprise pourtant prospère menace soudain de fermer ses portes.

Des centaines d'ouvrières et d'ouvriers seront licenciés, les paysans de la vallée seront contraints d'arracher leurs arbres, une région entière est menacée de mort.

Devant cette menace, hommes et femmes, ouvriers et paysans décident de s'unir. Pourquoi a-t-on décidé de fermer l'usine, comment en est-on arrivé là ?

Qui donc est responsable de cette crise de la cerise...

Renouant avec la tradition carnavalesque du procès et du brûlement de Caramentran, les héros-victimes de cette farce contemporaine vont faire le procès des dirigeants de l'entreprise pour les contraindre à dire la vérité.

Le « TEMPS DES CERISES », c'est avant tout une certaine forme de théâtre populaire qui puise ses sources dans les traditions culturelles régionales et réactualise le sens profondément critique et libérateur du « procès de Caramentran », une tradition toujours vivante dans un grand nombre de villages de Provence et du Languedoc.